

**Délibération 1.03**

**Contrat local des solidarités 2024-2027**

**Intervention de Maryline FOURNIER**

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Jeudi 13 septembre 2018, un an après son accession à la Présidence de la République, Emmanuel Macron déclare la guerre à la pauvreté et se propose ni plus ni moins, je cite : « d'éradiquer la pauvreté extrême », à travers le lancement d'une stratégie nationale...

Il aime bien le vocabulaire guerrier le Président, tout comme les phrases incantatoires, mais il est moins adepte des moyens à mobiliser...

A peine cette stratégie énoncée, les associations doutaient déjà du résultat, et notamment parce que cette stratégie ne s'appuyait pas sur une revalorisation des minimas sociaux... mais des petits-déjeuners gratuits, des tarifs sociaux dans les cantines, la mixité sociale dans les crèches... comme si les communes et les départements avaient attendu Jupiter pour les instaurer...

Par contre, rien sur le logement, peu de chose sur la santé et une seule mesure pour les jeunes à travers l'obligation d'offrir une solution à tout décrocheur... mais jusqu'à 18 ans.

Et une obsession, remettre tout le monde au boulot ! Et de brandir toute une série de messages stigmatisants, méprisants, culpabilisants à l'adresse des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi.

A cette date, notre pays comptait 8,8 Millions de personnes touchées par la pauvreté dont 3 Millions de très pauvres.

5 ans plus tard, l'INSEE en dénombre 9,2 Millions, soit 15% de la population. Le Sénat dans son rapport sur le sujet, souligne que la pauvreté a explosé et que la précarité s'est fortement étendue. Les principaux concernés sont les demandeurs d'emploi dont 39% vivent sous le seuil de pauvreté...

C'est dire si ce plan fut un échec cuisant, un de plus. Alors rebelote, on remet ça, sur les mêmes bases d'ailleurs, mais avec d'autres mots... Place au « Pacte », au « Contrat Local des Solidarités »...

D'ailleurs le choix des mots n'est jamais innocent... Comme si pour sortir de la pauvreté encore faudrait-il le vouloir ! C'est honteux.

Il faut arrêter avec tous ces mots creux, creux de volontés et de choix politiques, creux de moyens suffisamment forts pour atteindre les objectifs que ces mots désignent.

Et prendre enfin les mesures qui s'imposent.

A défaut de quoi, on fabrique de la désillusion, de la colère, de la souffrance qui nourrissent au passage une extrême-droite qui a fait son lit dans l'impuissance publique et politique.

Ce nouveau programme anti-pauvreté n'est qu'un programme anti-pauvres, destiné illusoirement à remettre tout le monde au travail et tant pis pour les autres.

Il parle d'un cap vers le plein emploi, sans jamais considérer qu'y parvenir implique la répartition du travail et des richesses, le rééquilibrage entre revenus du travail et revenus du capital.

La diminution hebdomadaire du temps de travail, le rétablissement de la retraite à 60 ans, voilà ce qui permettrait d'éradiquer le chômage, le reste, c'est de la com, du tri sélectif, de la répartition de pénuries. Donc de la précarité et de la pauvreté en plus.

C'est exactement ce que fabrique les attaques répétées, et ce n'est pas fini, sur l'assurance chômage et les droits des demandeurs d'emploi.

Tout de monde le dit, le nombre de seniors licenciés et sans emploi est particulièrement élevé. Que propose le gouvernement ? De diminuer leur période d'indemnisation à 1 an. C'est scandaleux.

Sur un autre volet, ce Contrat entend résoudre le décrochage scolaire. En renforçant les moyens de l'Education Nationale ? Non, son budget est une nouvelle fois rogné.

Mais en mettant en place aussi à la sortie du cycle primaire, des groupes de niveau en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup>, mettant fin à la notion de collège unique pour établir une ségrégation entre les enfants, ségrégation basée sur le niveau, donc ségrégation sociale.

Ce tri sélectif très jeune au cours de la scolarité de l'enfant, est d'ailleurs également porté par le Rassemblement National il faut le savoir... Ainsi il défend l'idée de la destruction du collège unique pour tous les élèves ou encore l'instauration d'un Brevet des collèges qui dans son contenu autoriserait ou pas le passage au lycée...

C'est toujours la même histoire, les gouvernements libéraux ont abandonné volontairement l'objectif d'émancipation, d'égalité des chances, d'ascenseur social assigné à l'Ecole de la République au profit de la notion de mérite, de compétition et de spécialisation, pour mieux servir les besoins et les intérêts du marché.

Les politiques publiques éducatives visent ainsi à adapter l'offre éducative aux nécessités du marché du travail.

Pour le dire simplement : l'école doit former en priorité les futurs salariés de demain selon les besoins exprimés par les entreprises. On ne part pas des aspirations, vocations, compétences des élèves, on part des futurs besoins à couvrir.

Réforme des lycées professionnels, réforme du BAC, sélection accrue à l'entrée à l'université par l'instauration de Parcoursup, instauration de groupes de niveau en mathématiques et français au collège : l'ensemble de ces dispositifs ont pour objectif d'introduire des logiques de concurrence, de performance et de spécialisation des formations fonctionnelles aux nécessités du capital.

Ce Plan n'est pas à la hauteur, des petites touches mais rien de nature à faire reculer la pauvreté...

Et notre Département n'est pas exempt de ce reproche.

Bien sûr que nous agissons. Encore heureux, notre principale compétence est la solidarité, les solidarités. Mais ça ne suffit pas.

Quand on est en dessous du seuil de pauvreté en Seine-Maritime il faut souvent attendre de descendre et d'être très pauvre pour bénéficier des dispositifs... C'est un cercle non pas vertueux mais vicieux...

Malgré nos propositions répétées, vous refusez d'ouvrir les dispositifs de solidarité aux travailleurs pauvres.

Il vous aura fallu 6 ans pour réagir face à un Fonds de Solidarité Logement qui n'a cessé de fondre.

Vous avez augmenté la cantine dans les cantons où la population est la plus défavorisée...

Pour les jeunes, des guichets sont institués, mais rien de stratégique comme le Revenu d'autonomie pour les sortir de la pauvreté...

Dans la santé, vous vous refusez d'expérimenter des réponses nouvelles et adaptées. Et quand elles naissent dans les communes comme à Dieppe avec le médico-bus, vous financez à la marge.

Tout ceci n'est pas la hauteur, nous ne cautionnerons pas ce plan, ni dans son volet national, ni dans son volet départemental.